

Pour des économistes plombiers
Esther Duflou

« Si les économistes », écrivait John Maynard Keynes « pouvaient parvenir à ce qu'on les considère comme des gens humbles, compétents, sur le même pied que les dentistes, ce serait merveilleux ! ».

Milton Friedman, le célèbre pape de l'économie libérale, ne se voyait pas comme un dentiste. Il se comparait plutôt à un physicien, observant le mouvement des boules dans un jeu de billards d'un air détaché, et se gardant bien de toucher aux cannes.

Bien sûr Friedman avait son opinion sur l'économie réelle. Traditionnellement, les économistes les plus impliqués dans la politique économique étaient justement les macro-économistes comme lui, qui se prononçaient, s'appuyant surtout sur la théorie, sur les taux d'intérêt, le taux naturel de chômage, l'impact du déficit sur la croissance économique et autres sujets tout aussi sérieux, et sur lesquels il est tout aussi difficile de dire quelque chose de précis. L'incapacité de la profession à voir venir la crise économique de 2008 a mis un coup de blues chez les macro-économistes, qui se demandent de plus en plus (probablement avec raison) s'ils ont effectivement quelque chose à contribuer à la politique publique qui ait de réels fondements scientifiques. Il semble que notre compréhension profonde des lois du monde macro-économique soit trop loin d'être parfaite pour être utile.

Mais depuis deux ou trois décennies, une autre sorte d'économistes est amenée à jouer un rôle dans la politique économique. Des micro-économistes aident à préparer des mises aux enchères (pour des réseaux de téléphonie mobile par exemple), à réfléchir à des problèmes d'allocation compliqués (comme les affectations des élèves dans les lycées ou les universités), à proposer des améliorations dans la mise en place des politiques publiques pour qu'elles soient plus justes et plus efficaces. Pour ne citer qu'un seul exemple, Antoine Bozio, lauréat du prix du jeune économiste l'an dernier, dirige l'Institut des Politiques Publiques, qui non seulement analyse les politiques publiques existantes mais propose des pistes de réformes (sur les retraites, l'éducation, le logement, l'emploi, etc.).

Ces économistes doivent se comporter moins comme des physiciens et plus comme des gens compétents : des dentistes comme le proposait Keynes, ou même plutôt des plombiers, qui utilisent leurs connaissances pour proposer la meilleure solution possible sur le terrain, mais qui font bien attention à ses effets et se tiennent prêts à faire les ajustements nécessaires.

Par exemple, quand le nouveau système post-bac sera lancé dans quelques semaines, il faudra non seulement qu'il soit fondé sur des principes scientifiques robustes (il se trouve que la science économique moderne a beaucoup à dire sur la manière dont un tel système doit fonctionner), mais encore qu'il fonctionne en pratique : cela implique forcément de résoudre des problèmes auxquels la théorie économique n'a pas pensé. Plus que cela, cela implique de résoudre des problèmes que nous n'avons même pas

imaginés. Une foule de détails doivent être réglés. Combien de choix doivent donner les élèves ? Faut-il une priorité géographique ? Comment communiquer pour les convaincre d'exprimer leurs souhaits réels et de ne pas être stratégique ? etc.

Si les économistes veulent pouvoir faire des recommandations de politiques publiques, il est de leur devoir de se préoccuper de ces détails, même si leurs théories ne leur donnent pas de direction très précise. Ces détails sont souvent essentiels, et rien ne nous assure qu'ils peuvent être laissés aux décideurs politiques qui n'ont souvent ni le goût ni l'envie de s'en préoccuper. A ma grande satisfaction, nombreux sont celles et ceux qui commencent à accepter de mettre ainsi les mains dans la tuyauterie. Notre discipline n'en sortira que plus riche, et (je l'espère) plus utile.